

SHOAIB INGAR
Expert Comptable
Commissaire aux Comptes
Inscrit à la Cour d'Appel de Saint-Denis
26, rue Jean Cocteau
Résidence Anaxagore Apt 405
97490 SAINTE-CLOTILDE

**LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT
FEDERATION DE LA REUNION**

**61, RUE DES VAVANGUES
BP 50038 – ZAC FINETTE**

97491 SAINTE-CLOTILDE CEDEX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER 2022 AU 31 DECEMBRE 2022**

RAPPORT GENERAL

SHOAIB INGAR
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes
Inscrit à la Cour d'Appel de Saint- Denis
26, rue Jean Cocteau
Résidence Anaxagore Apt 405
97490 SAINTE-CLOTILDE

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT REUNION

Association de Loi 1901
Siège social : 61, rue des Vavangues
97491 SAINTE-CLOTILDE CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31/12/2022

Mesdames, Messieurs les Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil Fédéral, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT REUNION relatifs à l'exercice clos le 31/12/2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- La dépréciation constituée sur le poste clients, usagers et comptes rattachés,
- Les autres créances concernant la part des subventions octroyées sur l'exercice restant à encaisser à la clôture,
- Le respect du rattachement des produits au bon exercice conformément aux principes de la séparation des exercices.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément. »

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du le Bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil Fédéral.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sainte-Clotilde, le 24 mars 2023
Le Commissaire aux comptes

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'R. Berthelot', with a horizontal line underneath.

RAPHAEL BERTHELOT,
Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Shoaib Ingar', with a horizontal line underneath.

SHOAIB INGAR,
Commissaire aux Comptes

Bilan association ANC

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	13 080	13 080			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains	141 778		141 778	141 778	
Constructions	7 324	7 324			
Installations techniques, matériel et outillage industriels	376	376			
Autres immobilisations corporelles	71 280	53 406	17 875	12 764	5 111
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés	1 116		1 116	1 116	
Prêts					
Autres	3 653		3 653	5 731	- 2 078
TOTAL (I)	238 607	74 186	164 421	161 389	3 032
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	208 874	36 797	172 076	124 348	47 728
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	102 338		102 338	89 410	12 928
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	249 242		249 242	224 674	24 568
Charges constatées d'avance	2 531		2 531	5 914	- 3 383
TOTAL (II)	562 984	36 797	526 187	444 346	81 841
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	801 591	110 983	690 608	605 735	84 873

Bilan association ANC(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires	709 459	709 459	
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	-459 886	-545 268	85 382
Excédent ou déficit de l'exercice	68 417	85 382	- 16 965
Situation nette (sous total)	317 990	249 573	68 417
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	317 990	249 573	68 417
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	133 403	140 798	- 7 395
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	139 643	160 176	- 20 533
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	17 630	15 698	1 932
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	81 942	39 491	42 451
TOTAL (IV)	372 618	356 162	16 456
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	690 608	605 735	84 873
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation
<i>Engagements donnés</i>			

Compte de résultat association ANC

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	287 062	185 791	101 271	54,51
. dont parrainages	47 394	1 905	45 489	N/S
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	331 956	318 499	13 457	4,23
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	139 869	171 541	- 31 672	-18,46
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	59 699	77 948	- 18 249	-23,41
Total des produits d'exploitation (I)	818 586	753 780	64 806	8,60
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	241 095	203 409	37 686	18,53
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	6 551	5 828	723	12,41
Salaires et traitements	292 069	239 742	52 327	21,83
Charges sociales	88 683	82 912	5 771	6,96
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 959	3 566	3 393	95,15
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	116 163	140 176	- 24 013	-17,13
Total des charges d'exploitation (II)	751 520	675 634	75 886	11,23
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	67 066	78 146	- 11 080	-14,18
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	533	129	404	313,18
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	533	129	404	313,18
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	533	129	404	313,18
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	67 599	78 274	- 10 675	-13,64
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	1 103	5 908	- 4 805	-81,33
Sur opérations en capital		6 952	- 6 952	-100
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	1 103	12 859	- 11 756	-91,42
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	285	4 183	- 3 898	-93,19
Sur opérations en capital		917	- 917	-100
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		651	- 651	-100
Total des charges exceptionnelles (VI)	285	5 752	- 5 467	-95,05
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	817	7 107	- 6 290	-88,50
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	820 222	766 768	53 454	6,97
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	751 805	681 386	70 419	10,33
EXCEDENT OU DEFICIT	68 417	85 382	- 16 965	-19,87
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

Annexes Associations 2023

PREAMBULE

La Ligue de l'enseignement est une association à but non lucratif régie par la loi 1901. Son objet social est "la formation continue d'adultes".

L'exercice social clos le 31/12/2022 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2021 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 690 607,83 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 68 416,60 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 30/03/2023 par les dirigeants.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
- Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrécouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	13 080			13 080
Immobilisations corporelles	210 837	9 921		220 758
Immobilisations financières	6 847		2 078	4 769
TOTAL	230 765	9 921	2 078	238 607

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement	13 080			13 080
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I	13 080			13 080
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements	7 324			7 324
Installations techniques, matériel, outillages industriels	376			376
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	3 190			3 190
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	58 170	9 921		68 090
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	69 060	9 921		78 980
TOTAL GENERAL (I+II)	82 140	9 921		92 060

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	171 406		171 406
Autres créances	2 531	2 531	
Charges constatées d'avance			
TOTAL	173 937	2 531	171 406

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	12 028
Produits d'exploitation	74 848
Subventions/financements	21 119
Autres produits à recevoir	
TOTAL	107 995

Annexes Associations 2023 (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	709 459				709 459
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	-545 268			85 382	-459 886
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	85 382	-85 382	68 417		68 417
Dont générosité du public					
Situation nette	249 573	-85 382	68 417	85 382	317 990
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	249 573	-85 382	68 417	85 382	317 990
TOTAL dont générosité du public					

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	133 403	133 403		
Dettes fiscales et sociales	139 643	139 643		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	16 947	16 947		
Produits constatés d'avance	81 942	81 942		
TOTAL	371 935	371 935		

Annexes Associations 2023 (suite)

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	51 832
Fournisseurs	113 676
Dettes fiscales et sociales	
Autres dettes	
TOTAL	165 509

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
LIGUE CPO		198 668	198 668			
DRAJES		45 800	45 800		14 500	
RECTORAT		76 000	26 000	50 000	44 000	
REGION		4 500	3 150	1 350		
MAIRIE ST PIERRE		7 100	7 100		5 600	
TOTAL		332 068	280 718	51 350	64 100	

Annexes Associations 2023 (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à **81 380 €**.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur:

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite
- le taux de rotation du personnel
- le taux moyen d'augmentation des salaires
- le taux d'actualisation
- le taux moyen des charges sociales

Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 5 425 €.

RAPPORT SPECIAL

SHOAIB INGAR
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes
Inscrit à la Cour d'Appel de Saint- Denis
26, rue Jean Cocteau
Résidence Anaxagore Apt 405
97490 SAINTE-CLOTILDE

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT REUNION

Siège social : 61, rue des Vavangues
97491 SAINTE-CLOTILDE CEDEX

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées **Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le** **31/12/2022**

Mesdames, Messieurs les membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

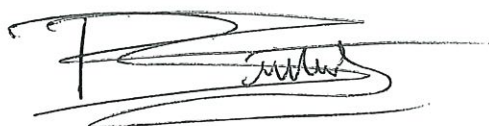
Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

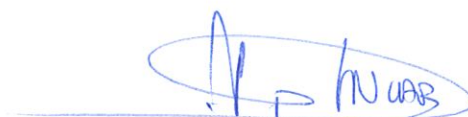
Convention entre l'association LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT REUNION et l'association USEP REUNION

L'Association LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT REUNION a octroyé à l'Association usep une contribution financière d'un montant de 40 000 € inscrite en charge dans les comptes de la Ligue de l'Enseignement a titre de l'exercice.

Fait à Sainte-Clotilde, le 24 mars 2023
Le Commissaire aux comptes



RAPHAEL BERTHELOT,
Commissaire aux Comptes



SHOAIB INGAR,
Commissaire aux Comptes